

Numéro PPQ/6945

mercredi 22 octobre 2014

Les grands titres:

- RDC : l'ONU félicite le Dr Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov 2014
- Soudan du Sud : la situation humanitaire reste catastrophique, selon l'ONU
- Somalie : il faut s'attaquer aux causes profondes de la piraterie, selon l'ONU
- Le nombre de cas de tuberculose dans le monde est supérieur aux estimations précédentes - OMS
- La FAO et l'UE intensifient la lutte contre la désertification en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique
- Cambodge : un rapport révèle l'ampleur de la violence contre les enfants
- L'ONU appelle à mieux protéger les producteurs d'olives palestiniens des effets de la colonisation israélienne

RDC : l'ONU félicite le Dr Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov 2014



Des femmes assises à l'extérieur d'un dortoir dans un centre pour victimes de violences sexuelles. Photo IRIN/Aubrey Graham

22 octobre - Le chef de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), Martin Kobler, a félicité mercredi le gynécologue et spécialiste des soins aux femmes victimes de viol, Denis Mukwege, qui a reçu le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2014.

« Je me réjouis de l'honneur fait au Docteur Denis Mukwege, cette récompense permet de mettre en lumière son infatigable et irremplaçable combat contre les violences sexuelles faites aux femmes, aux enfants et aux hommes en République démocratique du Congo », a affirmé M. Kobler dans un communiqué de presse.

Le Prix Sakharov est décerné chaque année par le Parlement européen depuis 1988. Il récompense des personnalités exceptionnelles qui luttent contre l'intolérance, le fanatisme et l'oppression. À l'instar d'Andreï Sakharov, les lauréats du Prix Sakharov témoignent combien il faut de courage pour défendre les droits de l'homme et la liberté d'expression.

« Ce prix souligne l'engagement de la communauté internationale pour soutenir la paix et la sécurité à la RDC. C'est aussi un message adressé aux groupes armés et à tous les individus qui continuent à martyriser les populations congolaises. Ces violences doivent prendre fin. Avec des héros comme le Docteur Denis Mukwege, nous y parviendrons », a souligné M. Kobler.

L'hôpital Panzi au Sud Kivu, créé par le Docteur Mukwege et dans lequel il opère depuis plus de 15 ans est reconnu dans le monde entier pour la prise en charge des victimes de violences sexuelles.

Selon le chef de la MONUSCO, le Prix Sakharov honore l'œuvre colossale et importante du Dr. Mukwege, avocat infatigable de la cause des femmes, et qui est engagé depuis près d'une décennie dans ce combat.

Ce prix a été annoncé alors que la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) a renforcé sa sécurité après plusieurs attaques contre ses bases dans le Nord-Kivu, dans l'est du pays.

Selon la Mission, les forces congolaises et les troupes de la mission sont intervenues mercredi matin pour disperser une

foule jetant des pierres contre les locaux de la MONUSCO à l'aéroport de Mavivi dans le territoire de Beni. Lors d'un autre incident mardi, 12 employés de l'ONU ont dû être évacués.

En outre, une patrouille conjointe des forces congolaises (FARDC) et de la MONUSCO a été bloquée mardi par un grand groupe de civils armés près de Mbau. Deux civils auraient été tués et un autre blessé.

Soudan du Sud : la situation humanitaire reste catastrophique, selon l'ONU



22 octobre - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Soudan du Sud, la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Ellen Margrethe Loej, a souligné mercredi que la situation humanitaire restait catastrophique et ne s'améliorerait pas tant qu'il n'y aura pas de réconciliation.

Plus de 1,8 million de Sud-Soudanais sont déplacés, dont 453.000 ont trouvé refuge dans les pays voisins. Environ 4 million de personnes, soit près d'un tiers de la population, sont confrontées à l'insécurité alimentaire, a souligné Mme Loej lors d'un exposé devant les

membres du Conseil.

Malgré les efforts de la communauté humanitaire, « aucun montant d'aide humanitaire ne peut résoudre la crise ou convaincre les gens de rentrer chez eux : seules la paix et la réconciliation le peuvent et, malheureusement, en l'absence des deux, l'opération humanitaire devra être poursuivie si nous voulons continuer d'éviter que la situation humanitaire ne se détériore davantage », a-t-elle ajouté.

Mme Loej, qui a pris ses fonctions il y a six semaines, a indiqué que de petites escarmouches entre les deux parties en conflit se sont poursuivies ces derniers mois. Ainsi, dans l'Etat d'Unity, la tension reste élevée, notamment autour du site de protection de la Mission des Nations Unies (MINUSS) à Bentiu, les forces du SPLA affirmant que le site est un bastion de l'opposition.

La MINUSS continue de fournir une protection à environ 100.000 personnes déplacées internes, dont 49.000 à Bentiu, 28.000 dans la capitale Juba et plus de 18.000 à Malakal, dans l'Etat du Haut-Nil.

La Représentante spéciale a indiqué qu'avec la saison sèche approchant, des discussions sont en cours entre la MINUSS, les agences humanitaires, le gouvernement et d'autres partenaires pour commencer le processus facilitant les retours volontaires là où les conditions de sécurité le permettent.

« Il n'y a pas d'autre alternative que de faire taire les armes et de conclure, sans délai supplémentaire, un accord de paix global », a conclu Mme Loej. « C'est le message que je répète à tous mes interlocuteurs sud-soudanais, dont le Président Kiir et le dirigeant de l'opposition, Dr. Riek Machar. »

La Représentante spéciale a appelé le Conseil de sécurité, les dirigeants régionaux et tous les amis du Soudan du Sud à encourager les deux rivaux à faire les compromis nécessaires.

Somalie : il faut s'attaquer aux causes profondes de la piraterie, selon l'ONU



22 octobre - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité sur la piraterie au large de la Somalie, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a souligné mercredi les progrès réalisés contre ce fléau mais a jugé qu'il fallait aider la Somalie à développer ses institutions pour s'assurer que ces progrès perdurent.

« Les incidents de piraterie signalés au large de la Somalie sont à leur plus bas niveau de ces dernières années. La dernière fois qu'un grand navire commercial a été détourné, c'était il y a plus de deux ans », a dit M. Feltman dans un discours devant les membres du Conseil

de sécurité.

« Mas ces progrès sont fragiles et réversibles. Il y a toujours des pirates qui tentent d'attaquer des navires et de les capturer pour obtenir une rançon », a-t-il ajouté.

Selon lui, il faut « s'attaquer aux conditions profondes qui favorisent la poursuite de la piraterie, notamment l'instabilité politique et le manque de moyens de subsistance alternatifs. »

Le chef des affaires politiques des Nations Unies a estimé que l'effondrement de l'Etat en Somalie était au cœur du problème.

« Une réponse durable à la piraterie nécessite la présence d'une gouvernance efficace en Somalie fournissant des services de base à sa population et garantissant ses droits », a dit M. Feltman. Il a appelé la communauté internationale à continuer de soutenir le gouvernement somalien dans ses efforts pour développer ses institutions.

S'agissant des poursuites judiciaires contre les pirates, il a estimé que les Etats qui les arrêtent ne devaient pas être les seuls à poursuivre ces individus et que la communauté internationale devait continuer ses efforts pour faire en sorte que le fardeau soit partagé avec d'autres Etats.

Le nombre de cas de tuberculose dans le monde est supérieur aux estimations précédentes - OMS



Des masques de protection contre la tuberculose. Photo: IRIN/David Gough

22 octobre - Selon le Rapport 2014 sur la lutte contre la tuberculose dans le monde, publié mercredi par l'Organisation mondiale de la santé, les récents efforts pour améliorer la collecte et la communication des données sur la tuberculose ont permis d'établir que la maladie concerne près d'un demi-million de personnes de plus que précédemment estimé.

Neuf millions de personnes étaient affectées par la tuberculose en 2013, et 1,5 million en sont décédées, dont 360.000 personnes séropositives.

Le rapport souligne cependant, que le taux de mortalité de la tuberculose continue de baisser et a chuté de 45% depuis 1990, tandis que le nombre de personnes qui développent une tuberculose est en baisse en moyenne de 1,5% par an. On estime que 37 millions de vies ont été sauvées grâce à un diagnostic et un traitement efficaces de la tuberculose depuis 2000.

« Après un effort concerté par les pays, par l'OMS et par plusieurs partenaires, les investissements dans des enquêtes nationales et la surveillance de routine ont considérablement augmenté. Cela nous fournit des données beaucoup plus précises et nous permettent de mieux comprendre le véritable fardeau de la tuberculose », a déclaré le Directeur du Programme mondial de lutte contre la tuberculose de l'OMS, Mario Raviglione.

Même s'ils sont plus élevés, ces chiffres révisés s'inscrivent dans la limite supérieure de la précédente estimation de l'OMS. Le rapport souligne toutefois qu'un nombre important de vies sont perdues à cause d'une maladie curable et il confirme que la tuberculose est la deuxième maladie la plus meurtrière due à un agent infectieux unique.

Un financement insuffisant entrave les efforts de lutte contre cette épidémie mondiale. Selon les estimations de l'OMS, il faut 8 milliards de dollars par an pour assurer une réponse complète, mais actuellement il manque deux milliards de dollars par an.

La crise de la tuberculose multi-résistante continue, avec environ 480.000 nouveaux cas en 2013 dans le monde, soit près de 3,5% de tous les cas de tuberculose en 2013. Cette forme de la maladie est beaucoup plus difficile à traiter et les taux de guérison sont considérablement moins élevés. Il y a de graves épidémies de tuberculose multi-résistante dans certaines régions, notamment en Europe de l'Est et en Asie centrale. En outre, la tuberculose extrêmement résistante aux médicaments, qui est encore plus difficile et onéreuse à soigner, a été signalée dans 100 pays.

Depuis 2009, lorsque des tests rapides ont été mis à disposition, le nombre de cas de tuberculose multi-résistante diagnostiqués a été multiplié par trois. En 2013, 136.000 cas de tuberculose multi-résistante ont été détectés, 97.000 personnes ont été mises sous traitement et seulement 48% des patients ont été guéris.

« Les progrès qui ont été accomplis dans la lutte contre la tuberculose multi-résistante ont été durement gagnés et les efforts doivent être intensifiés. Pour contenir et inverser l'épidémie il faut des efforts immédiats, soutenus et concertés par toutes les parties prenantes », a déclaré la Coordinatrice de l'OMS pour les laboratoires de diagnostics et la résistance aux médicaments, Karin Weyer.

« Les outils de diagnostic et l'accès améliorés signifient que nous sommes capables de détecter et soigner plus de cas. Mais l'écart entre la détection et le début de traitement effectif des patients se creuse et nous avons besoin de toute urgence d'un engagement et d'un financement plus conséquent pour tester et traiter tous les cas. Dans les pays tels que l'Estonie et la Lettonie, où il y a un accès universel à des diagnostics et des traitements rapides, le nombre de cas de tuberculose multi-résistante a considérablement diminué. Cela montre ce qui peut être fait », a-t-elle ajouté.

La FAO et l'UE intensifient la lutte contre la désertification en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique



22 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne viennent de lancer en collaboration avec le groupe des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) un programme d'un montant de 41 millions d'euros, étalé sur quatre ans et demi, en faveur de la gestion durable des terres et la réhabilitation des sols arides et dégradés en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique.

Selon ses promoteurs, ce programme intitulé « Action contre la désertification » est d'une importance cruciale dans la lutte contre la faim et la pauvreté, la promotion de la stabilité et le renforcement de la résilience au changement climatique dans certaines des régions les plus vulnérables du monde.

Plus de 70% des habitants des zones arides et d'autres écosystèmes fragiles d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique tirent leurs moyens d'existence des ressources naturelles. Mais la croissance démographique et le changement climatique exercent sur ces écosystèmes des pressions de plus en plus fortes qui aggravent la dégradation et la désertification de terres déjà surexploitées.

« La désertification et la dégradation des terres sont des défis de taille. Elles engendrent la faim et la pauvreté qui sont elles-mêmes à l'origine d'un grand nombre de conflits », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva. « Mais les récents succès montrent que ces problèmes ne sont pas insurmontables. Nous sommes en mesure de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens d'existence et d'aider les gens à s'adapter au changement climatique. »

En Afrique, le programme mise sur l'Initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel. Lancée en 2007, celle-ci est désormais l'initiative phare africaine de lutte contre les effets du changement climatique et de la désertification.

Le programme « Action contre la désertification » continuera à soutenir les communautés locales, le gouvernement et la société civile au Burkina Faso, en Ethiopie, en Gambie, au Niger, au Nigéria et au Sénégal, dans la gestion durable et la réhabilitation des forêts et pâturages en zones arides ainsi qu'en matière d'agroforesterie.

Le programme encouragera aussi les activités génératrices de revenus et les opportunités d'emploi dans les zones rurales, notamment pour les jeunes et les femmes, en tenant compte de la durabilité de la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles et des biens et services forestiers.

Ecoles pratiques d'agriculture et échanges de connaissances permettront aux agriculteurs de découvrir les causes de la désertification et assimiler les meilleures façons de la combattre et de la prévenir.

Bien que situés de l'autre côté du globe, les Caraïbes et le Pacifique sont confrontés aux mêmes défis que l'Afrique. Des pratiques de gestion des terres non durables ont causé la perte des sols, dégradé l'habitat, contribué à la perte de la biodiversité et atrophie les zones tampons naturelles qui prévenaient sécheresses et inondations.

Le programme « Action contre la désertification » se concentrera sur Haïti dans les Caraïbes et les îles Fidji dans le Pacifique. Le programme sera un modèle exemplaire de coopération Sud-Sud et tirera profit des leçons apprises de l'Initiative Grande muraille verte en aidant les communautés locales à adopter des pratiques de gestion durable des terres et

des forêts et en renforçant la capacité des pouvoirs publics et des ONG à soutenir ces efforts.

Cambodge : un rapport révèle l'ampleur de la violence contre les enfants



22 octobre - Un rapport de l'ONU et du gouvernement du Cambodge publié mercredi indique que plus de la moitié des enfants cambodgiens ont subi au moins une forme de violence avant l'âge de 18 ans et que près d'un quart ont été victimes de violence psychologique.

Le rapport, qui est la première enquête en son genre sur la violence contre les enfants au Cambodge, est basé sur les témoignages de 2.376 enfants et jeunes adultes entre l'âge de 13 à 24 ans de toutes les régions du pays sur leurs propres expériences de violence physique, psychologique et sexuelle avant l'âge de 18 ans.

Le rapport – rédigé conjointement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le gouvernement du Cambodge - constate que l'ampleur du problème de la violence est considérable et que de nombreux enfants sont les victimes d'agression souvent de la part de personnes proches, tandis que la violence sexuelle à l'encontre des enfants est souvent perpétrée par des amis ou des voisins des familles.

Lors de la présentation du rapport dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les enfants, Marta Santos Pais, a félicité le gouvernement de ce pays d'avoir mené cette enquête inédite et elle a encouragé les autorités à prendre en compte les résultats l'élaboration de ses programmes.

« L'élimination de toutes les formes de violence contre les enfants doit être un indicateur de base pour mesurer l'amélioration sociale au niveau national », a déclaré Mme Santos Pais. « Ce rapport devrait être une référence pour tous les secteurs du gouvernement, pris en compte dans les politiques et le budget national, avec un plan de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès et maintenir la dynamique ».

Selon l'enquête, la violence contre les enfants a des effets à long terme, même après la fin des abus et cela peut affecter la qualité de vie pour ces enfants pour le reste de leur vie. Beaucoup de jeunes victimes subissent des conséquences néfastes pour leur santé et adoptent des comportements à risque, puisqu'ils sont plus susceptibles de souffrir de problèmes mentaux, d'infections sexuellement transmissibles, d'automutilation et d'un risque accru de suicide. D'autres problèmes de santé physique et mentale peuvent persister tout au long de leur vie.

Mme Santos Pais a décrit six démarches qui pourraient aider les gouvernements à lutter contre la violence contre les enfants et œuvrer pour l'élimination de ce fléau, dont la promulgation d'une loi pour interdire de façon explicite la violence contre les enfants avec une application rigoureuse, des programmes de sensibilisation pour inciter la société à rejeter et condamner la violence contre les enfants. Il faut également assurer l'inclusion sociale des filles et des garçons particulièrement vulnérables, établir ou renforcer des systèmes de collecte de données pour prévenir et combattre la violence contre les enfants et établir une coopération avec d'autres gouvernements pour renforcer les mécanismes de protection des enfants contre la violence dans le cadre de l'agenda de développement pour l'après-2015.

« Les retombées économiques de l'investissement dans le développement précoce de l'enfant sont connues et établies, mais la violence limite considérablement le potentiel des jeunes enfants à atteindre leur plein potentiel et cela entraîne des pertes énormes pour la société », a souligné Mme Santos Pais. « Le fait de mettre fin à la violence est un impératif moral, mais c'est également positif en termes économiques, comme le montrent les chiffres sur les coûts de la violence. »

L'ONU appelle à mieux protéger les producteurs d'olives palestiniens des effets de la colonisation israélienne



22 octobre - Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés, James W. Rawley, a rappelé mercredi que près de la moitié des terres cultivées dans les territoires palestiniens occupés sont constituées de plantations d'oliviers qui sont un élément essentiel de l'économie palestinienne, mais elles sont menacées par la colonisation israélienne.

« La récolte annuelle d'olives est un événement économique, social et culturel clé pour les Palestiniens », a affirmé M. Rawley lors d'une visite dans deux communautés oléicoles en

Cisjordanie.

« Il est nécessaire d'agir immédiatement pour aider les cultivateurs d'olives et les protéger contre les attaques par les colons. Il faut s'assurer que les colons qui attaquent les cultures palestiniennes rendent des comptes et il faut lever les restrictions sur l'accès des Palestiniens à leurs terres agricoles et renforcer le soutien aux producteurs d'olives », a déclaré M. Rawley.

Lors de la visite, M. Rawley était accompagné par des membres de la communauté diplomatique et des bailleurs de fonds, des représentants du Ministère palestinien de l'agriculture et des représentants d'organisations humanitaires.

Ils ont rencontré des membres des communautés locales et des agriculteurs dans les villes d'Al Janiya, dans le gouvernorat de Ramallah, et à Biddu, dans le gouvernorat de Jérusalem, qui ont expliqué que la violence des colons et les restrictions d'accès à leurs oliveraies constituent des menaces pour leurs moyens de subsistance.

Chaque année, des collectivités et des oliviers situés entre le mur de séparation et la Ligne verte, et ceux situés à proximité des colonies israéliennes en Cisjordanie, sont confrontés à des défis considérables pour cultiver et récolter leurs olives. Cela représente une entrave aux moyens de subsistance et augmente la dépendance de l'aide.

L'industrie de l'huile d'olive représente 25% des revenus agricoles des territoires palestiniens occupés. Du début de 2006 à la fin de septembre 2014, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a enregistré plus de 2.300 attaques par des colons israéliens qui ont fait de nombreuses victimes palestiniennes et endommagé leurs propriétés en Cisjordanie, dont Jérusalem-Est.

Du début de 2009 à la fin du mois d'août 2014, près de 50.000 arbres fruitiers, principalement des oliviers, ont été détruits ou endommagés par des colons israéliens. Près de 150 communautés palestiniennes ont des terrains situés entre le mur de séparation et la Ligne verte.

Selon les données de l'ONU, seulement près de 50% des demandes de permis d'accès des agriculteurs à leurs terres sont approuvées par l'occupant lors de la récolte des olives.